

## *Algérie, diversification industrielle dans une économie dépendante des ressources naturelles*

### *Algeria, industrial diversification in an economy dependent on the natural resources*

GUESMIA El Hadi, -Université de Tizi Ouzou, Algérie-  
[elhadiguesmia39@gmail.com](mailto:elhadiguesmia39@gmail.com)

#### **Résumé**

Cet article étudie la faisabilité de la diversification de l'économie algérienne hors hydrocarbures, vue souvent comme une dimension importante de sa politique de développement. Il étudie l'idée selon laquelle la sortie de la dépendance des hydrocarbures de l'Algérie peut se construire dans la diversification industrielle, ou en d'autres termes, dans de nouvelles spécialisations industrielles (NSI) basées sur l'innovation et la connaissance.\*

**Mots clés :** Algérie, Diversification industrielle, Innovation, Investissement, Perspectives.

#### **Summary**

This article examines the feasibility of diversifying the non-hydrocarbon Algerian economy, often seen as an important dimension of its development policy. It studies the idea that the exit of Algeria's dependence on hydrocarbons can be built in industrial diversification, or in other words, in new industrial specializations (NSIs) based on innovation and knowledge.

**Key words:** Algeria, Industrial diversification, Innovation, Investment, Prospects.

## **Introduction**

Pays mono-exportateur des hydrocarbures, l'Algérie a pris conscience que cette ressource n'est pas durable. Aussi cherche-t-elle depuis quelques années à réduire la forte dépendance de son économie envers cette ressource non renouvelable et volatile. Le gouvernement algérien a en effet pris la décision de diversifier son économie, et ce, en optant pour des programmes de développement fortement ambitieux. Cependant, cet objectif bien que réaffirmé unanimement depuis des décennies est loin de se réaliser. De fait de sa structuration axée fondamentalement autour des hydrocarbures, l'économie algérienne demeure vulnérable et très sensible aux chocs exogènes. D'où la nécessité de s'interroger sur les issues qui s'offrent à l'Algérie pour se détacher de cette dépendance chronique aux seules ressources naturelles et se lancer dans une trajectoire de croissance dynamique et diversifiée. **L'Algérie, ne doit-elle pas, aujourd'hui, poser les linéaments d'une industrie diversifiée et compétitive, basée sur l'innovation et la connaissance, qui constituera, à terme, la rente de substitution de celle des ressources naturelles?** C'est la question à laquelle nous tenterons de répondre dans cet article, en étudiant les potentialités industrielles de l'Algérie.

Notre contribution s'articule en cinq sections. La première section porte sur l'étude théorique de l'essor du débat sur la question de diversification. La deuxième rappelle la situation économique algérienne. La troisième analyse la place de l'Algérie dans la production et l'économie mondiales. La quatrième mettra en exergue les obstacles à la diversification de l'économie algérienne. Enfin, la cinquième section présentera les leviers sur lesquels il faut agir pour diversifier l'économie algérienne.

### **1. Genèse du débat sur la diversification des économies des pays en développement (PED)**

Le débat sur la diversification économique remonte aux années 1930, dont les premiers travaux ont été effectués par MacLaughlin.G<sup>1</sup>. Toutefois, l'échec des stratégies d'import-substitution et d'industries industrialisantes, dans les années 1970, ont réorienté la réflexion sur la diversification. La stabilisation macroéconomique et la spécialisation internationale sont, ainsi, au centre des politiques du développement. Mais depuis quelques années, un retour en force du débat sur la diversification a été

constaté. Ce qui peut être expliqué par les faibles performances économiques dans un grand nombre de pays et par les contraintes de l'offre. La détermination des conditions de la réussite de la diversification des structures productives des économies est ainsi prise ce dont le niveau du revenu dans l'économie et l'investissement sont considérés comme facteurs déterminants du processus de diversification.

Par ailleurs, les questions relatives à la relation entre la diversification, l'industrie et la croissance ont aussi suscité beaucoup d'intérêt au niveau de la communauté scientifique. Certains travaux ont mis l'accent sur une série d'éléments considérés comme essentiels dans le renforcement des tissus productifs des PED. Ces éléments sont souvent liés à la capacité d'investissement ou d'accumulation des pays. La première génération des travaux sur la diversification a également été à l'origine d'un important débat sur les priorités sectorielles. En effet, si certains défendaient l'idée d'une croissance équilibrée, d'autres plus nombreux mettaient l'accent sur le caractère structurant de certains secteurs qui peuvent jouer un rôle d'entraînement sur le reste de l'économie<sup>2</sup>. Parallèlement à l'accumulation du capital et aux politiques sectorielles, les travaux sur la diversification ont aussi insisté sur le rôle de l'industrie dans la transformation des économies et dans la modernisation des structures productives des PED<sup>3</sup>.

Les études récentes sur la croissance endogène ont par ailleurs mis l'accent sur l'importance de la diversification qui peut contribuer à l'accroissement de la productivité du travail et du capital humain<sup>4</sup>. La diversification peut contribuer à la croissance en augmentant le nombre de secteurs et par conséquent d'opportunités d'investissement. Ce qui s'oppose à la théorie traditionnelle et récente du commerce international soutenant la thèse d'une relation croissante entre spécialisation, commerce international et croissance. Pour autant, les développements récents de la théorie du commerce international ont montré que les effets de l'échange sur la croissance à long terme dépendent de la nature de la spécialisation sectorielle. Mais il n'en reste pas moins qu'une forte spécialisation, qui, pourrait permettre de bénéficier d'économies d'échelle, peut se révéler défavorable si elle entraîne une dépendance des marchés trop instables et dépendants des forces extérieures. C'est le cas notamment de l'Algérie, dont la spécialisation porte essentiellement sur les ressources naturelles.

## 2. Le contexte économique en Algérie : vue d'ensemble

L'augmentation des prix du pétrole avait permis à l'Algérie ces deux dernières décennies d'enregistrer de bons indicateurs macroéconomiques. Mais force est de constater, comme le montre notre analyse ci-dessous, que l'économie algérienne est encore non diversifiée et confinée dans la sphère de sous-développement et loin des expériences de l'émergence connues par autant de PED. D'où la nécessaire diversification de l'économie algérienne nous semble-elle plus qu'une correction impérative, d'autant plus que la baisse du prix de pétrole continue aujourd'hui à peser sur l'activité économique algérienne, conjuguée en outre aux difficultés rencontrées par le secteur en raison du manque de compétitivité et de l'obsolescence du capital productif.

Notre réflexion soutient la promotion et le développement de nouvelles potentielles spécialisations industrielles (NSI) de l'Algérie, fondées sur l'innovation et la connaissance, qui la permettront de se libérer, à terme, du joug de l'intégration dans l'économie mondiale par les seules ressources naturelles. Aujourd'hui, l'industrialisation s'impose en Algérie comme un choix incontournable seul capable d'assurer la croissance de long terme et des exportations diversifiées.

### 2.1. Fragilité de la situation financière et vulnérabilité de la situation macroéconomique

Plombés par l'effondrement des cours de pétrole, les fondamentaux économiques ne cessent de se dégrader depuis le milieu de 2014. En effet, bien que la balance des paiements qui renseigne sur l'état des relations financières avec le reste du monde affiche à fin 2011 un solde positif de +19,91 mrds de Dollars, elle a cependant fini par un solde négatif de -7.2 mrds de Dollars en 2014<sup>5</sup>. La dette externe est évaluée à 3.67 mrds de Dollars en 2012, et reste encore faible en 2013 avec 2% de PIB à court terme, faisant de l'Algérie le pays le moins endetté des 20 pays de la région *Middle East and North Africa*<sup>6</sup>. Les réserves de change ne cessent de baisser, passant de 194 mrds de Dollars en 2013 à moins de 122 mrds de Dollars fin 2016, et risquerait encore de chuter<sup>7</sup>. Le fonds de régulation des recettes a chuté de 5.116,7 milliards de dinars en 2011 à 4408,465 mrds de dinars en 2014 et la loi de finances 2016 prévoit un montant de 1 797 milliards de Dinars à fin 2016 avec un solde global de trésor déficitaire de 2 452 mrds de dinars. La dette publique interne a passé de 10.2% à 8 % de PIB<sup>8</sup>. L'inflation reste modérée, mais croissante (passant de 5.7% en 2009 à 8,9% en 2012

et à 4.2 % en 2015<sup>9</sup>. Autant le prix de pétrole baisse autant la situation financière et macroéconomique de l'Algérie se dégringole.

## **2.2. Le climat des affaires en Algérie est défavorable**

En dépit de la volonté politique affichée et l'importance des dispositifs pris par le gouvernement algérien, les réformes de l'environnement des affaires n'auraient pas évolué au rythme souhaité. L'Algérie reste classée parmi les pays qui offrent peu d'attractivité aux investisseurs. Le rapport *Doing Business* (2014), pour ne citer que celui-ci, classe l'Algérie à la 153<sup>ème</sup> place sur 189 pays, devancé par la Tunisie (51<sup>ème</sup>) et le Maroc (87<sup>ème</sup>), en recul d'une place par rapport au classement de 2013<sup>10</sup>. Le Maroc et la Tunisie sont considérés comme des destinations de choix pour les IDE. Le climat des affaires, en Algérie, n'est pas de nature à encourager les investisseurs et à vaincre les réticences des porteurs de projets.

## **2.3. Le Capital humain dévalorisé**

Quoi qu'en Algérie, une partie importante de force du travail jeune et abondante a été mal instruite et mal formée, des efforts conséquents ont cependant été consentis dans l'éducation de masse et une diaspora importante comptant des personnes hautement qualifiées. L'Algérie a déjà fait un grand effort de scolarisation et d'éducation de masse, le taux brut de scolarisation est à 110% dans le primaire, et 100% dans le secondaire<sup>11</sup>. L'Algérie consacrait 4,3% de PIB à l'éducation, soit 20% du budget de l'Etat<sup>12</sup>, mais l'éducation affiche un faible bilan qualitatif. Par ailleurs, l'inadéquation des formations proposées aux besoins de l'entreprise moderne qui peine à recruter localement des cadres qualifiés sont bien réels.

## **3. L'Algérie dans l'économie mondiale : quel constat ?**

L'intégration dans le processus de la mondialisation est lourde d'incertitudes, surtout quant il s'agissait de marché des hydrocarbures où trop d'inconnues pèsent sur ses perspectives dans une planète en pleine mutations géopolitiques et économiques.

### **3.1. L'économie algérienne fortement dépendante de l'extérieur**

D'après plusieurs observations, il ressort que les secteurs d'activités les plus importants en Algérie sont vulnérables, car sont dépendants soit directement des prix des hydrocarbures ou de pluviométrie, soit indirectement par les devises de l'Etat, via les importations ou la dépense publique.

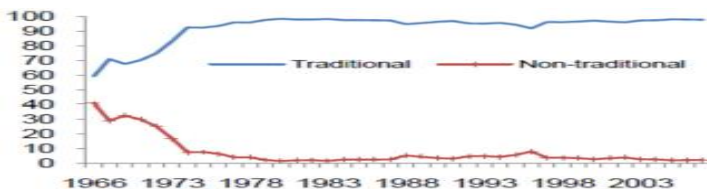
### 3.1.1. Une croissance extensive, désindustrialisant et volatile

Si l'on doit caractériser la faible croissance économique en Algérie par la baisse des exportations et la qualité de dépenses publiques, on doit noter que ces dernières ont chuté dans les années 1980 et le PIB par tête a très fortement baissé dans les années 1990. Le taux du PIB/tête ne remontait que par des ajustements monétaires dans les années 2000. La forte augmentation du PIB/tête dans les années 2000 a été possible grâce à l'effet conjugué de la hausse du prix du pétrole et de la transition démographique stabilisée. A partir des années 2000, la part du pétrole dans le PIB ne cesse d'augmenter. En 1988, les hydrocarbures représentaient seulement 20% du PIB, 15% pour l'agriculture, et 15% pour le bâtiment, 42.2% pour les services alors qu'aujourd'hui les hydrocarbures sont à plus de 50% du PIB<sup>13</sup>. Cette dépendance vis-à-vis d'un secteur dont l'offre est principalement déterminée par la demande étrangère rend l'économie algérienne très sensible aux fluctuations des cours des hydrocarbures. Au lieu d'entraîner le développement du secteur manufacturier, comme ce fut le cas dans d'autres régions, ce déclin a été en grande partie compensé par une expansion du secteur des services. L'économie nationale a été ainsi livrée à des forces qui privilégient toujours les activités spéculatives au détriment de la production et créant des positions de rente et la fuite de la croissance à l'étranger.

### 3.1.2. Entre croissance géométrique des importations et faibles exportations hors ressources naturelles

Pour analyser l'ouverture de l'économie algérienne, deux niveaux d'analyse doivent être mentionnés : exportations et importations. Du point de vue des exportations, comme nous l'avons déjà souligné, l'Algérie dépend fortement des fluctuations du marché mondial des hydrocarbures sur lequel elle n'a aucune emprise.

**Figure 01 : les exportations algériennes entre 1966-2008(en % du total des exportations)**



Source: JOSE.G, SPALL.G, *Will the new FDI regime promote export diversification in Algeria? The Maghreb Center journal, Issue 1, 2010, P03.*

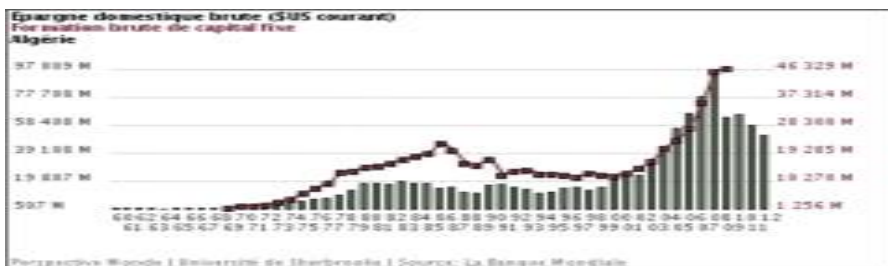
Ainsi, comme le montre la figure (01), le segment des exportations hors hydrocarbures sur la période 1966-2008, ne représente en Algérie que 5% des exportations globales avec les dérivés des hydrocarbures. Pour la période 2015/2016, ces exportations ont aussi baissé à 2.063 Milliards de Dollars en 2015 contre 2.582 Milliards de Dollars en 2014, soit une baisse de - 20.1%<sup>14</sup>.

Si dans les années 1960/1970, les exportations non-traditionnelles algériennes représentaient environ 40% du total des exportations, ces dernières années, ils n'en sont qu'à peine des 2%<sup>15</sup>. C'est les hydrocarbures et produits dérivés qui demeurent les seules principaux postes d'exportation. Tout cela est le signe de marginalisation de plus en plus de la place de l'économie algérienne dans l'économie mondiale. Du point de vue des importations, il est évident que celles-ci ne cessent de croître: dépendance alimentaire, dépendance de l'outil de production des approvisionnements extérieurs etc. Quasi-totalement financées par les revenus pétroliers. De plus, 60% environ des importations sont libellées en euros, de ce fait, toute augmentation de la valeur d'euros gonflerait indubitablement la facture d'importation<sup>16</sup>.

### 3.1.3. La situation de l'investissement en Algérie : prisme de l'investissement public

Le taux de l'investissement en Algérie dépasse le taux de l'épargne jusqu'à la fin du Plan d'ajustement structurel en 1998. Néanmoins, avec la crise financière de 2008, et les déséquilibres qui s'en sont suivis, les dépenses publiques se réduisent (voir la figure 02).

**Figure02 : Evolution de taux de l'investissement public et d'épargne en Algérie (en % de PIB sur la période (1992-2012)**



Source : <http://colloquealgerie2012dotcom.filwordpress.com/2012/06/page08>

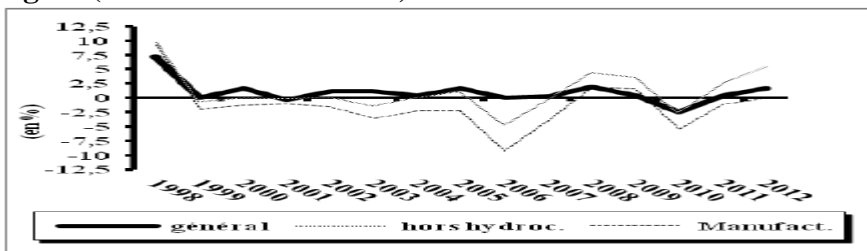
En matière d'investissement, l'évolution de la formation brute de capital fixe en Algérie, bien que son taux de croissance ait baissé de 18,6% en 2009 à 14,5 % en 2010, reste tout de même élevé. Mais

le pire est, du côté, de l'investissement privé national qui demeure en Algérie très faible en ne participant qu'à raison de 6%/PIB. Environ 83% de tissu économique est constitué de petits commerce/services et 95% de secteur productif de PME/PMI d'organisation familiale peu initiées au management stratégique<sup>17</sup>. Quand à l'IDE, en dépit de sa recherche croissante par les gouvernements algériens qui se sont succédé qui le considéraient comme un véritable facteur de développement, leur contribution au PIB demeurerait marginale et extrêmement faible, et ce malgré une augmentation substantielle connue en 2010(1.4%) et 2011(1.3%), si l'on compare aux autres pays maghrébins. En moyenne sur la période 2003-2009, elle s'élève à 1% en passant ensuite à 0.8% du PIB en 2013 et à 0.7% du PIB en 2014, alors que pour la même période, la moyenne pour les pays voisins se situe autour, consécutivement, de 5, 3.4 et 2.3 (pour la Tunisie), et 3, 3 et 3.2(pour le Maroc). Le secteur de l'énergie et de services constituent souvent le secteur de prédilection des IDE.

### 3.1.4. Le secteur industriel en déclin

Si l'on doit caractériser la vulnérabilité de l'économie algérienne par le déclin de secteur industriel et sa contribution de plus en plus faible à la croissance, on doit alors souligner que cette crise subsiste depuis la fin des années 1970. Celle-ci peut être justifiée lorsque l'on examine les résultats affichés aujourd'hui par la production industrielle algérienne (voir figure03), on prend toute la mesure de l'échec de l'industrialisation du pays.

**Figure 03: Variation de l'indice de production industrielle en Algérie(en % entre 1998-2012)**



Source : ONS, rapport sur l'activité industrielle , année 2012/2013, collections statistiques N° 180/2013, p07.

La production manufacturière en Algérie a connu un trend baissier. En 2006, la production des industries manufacturières ne représente plus que la moitié de celle de 1989(consécutivement, 58.7% et 100%). La baisse continue en 2011(52.7%), 2012 (51.3%), 2013(47.8%) et en 2014(45.7%)<sup>18</sup>. Ces chiffres révèlent la baisse constante de la part de l'industrie dans le PIB. L'évolution de la



répartition sectorielle du PIB indique une baisse de la part relative de l'industrie. Celle-ci ne représente plus, à prix courants en 2014 que 5% du PIB. Dans le PIB hors hydrocarbures, cette part ne dépasse guère 9,7%. La désindustrialisation aujourd'hui dans le secteur public n'a pas été contrebalancée par le secteur privé. Le déclin du secteur public industriel s'exprime aussi au travers de la baisse de sa contribution en termes d'emplois (03% en 2007) et le faible taux d'utilisation des facteurs, souvent au dessous de 50%<sup>19</sup>.

### **3.2. Opportunités de diversification ratées en Algérie**

Autant d'opportunités de diversification de l'économie ont été ratées par l'Algérie, dans le cadre des accords d'associations avec l'Union européen(UE) comme de partenariats et d'IDE.

#### **3.2.1. Accord d'association Algérie-UE: commerce en défaveur de l'investissement productif**

En effet, depuis 2005, l'Algérie a importé pour près de 200 Mrds de Dollars de l'UE, en contre partie, durant la même période, les investissements de cette région en Algérie ont représenté moins de 4% de ce montant<sup>20</sup> et encore plus dans les seules hydrocarbures dont le seul marché de la pièce de rechange industrielle de Sonatrach représente en moyenne 3 à 4 Mrds de Dollars d'importation par an (99% pièces de rechange et que 1% sont produites localement)<sup>21</sup>. L'Algérie est le premier marché africain, à titre d'exemple, des produits agricoles français, qui ne s'est traduit par aucun investissement<sup>22</sup>. Les partenaires de l'Algérie préfèrent le commerce à l'investissement productif. De 1990 à 2000, l'Algérie n'avait en fait capté que 0.2% d'IDE européens en moyenne par an, alors que l'Egypte, le Maroc et la Tunisie ont réussi à attirer respectivement 30%, 14%et 12%. L'Algérie ne constitue pas pour les européens une zone d'investissements privilégiée. Dans l'accord d'association, il n'y a eu aucune garantie d'IDE, c'est plus un système de démantèlement tarifaire<sup>23</sup>.

#### **3.2.2. Des partenariats sans orientation à l'export**

L'importance stratégique de partenariats dans le processus de développement économique des pays et en particulier dans un processus d'émergence internationale et de ré-industrialisation, est indéniable. En effet, alors que la dimension financière a été ces dernières années dévalorisée en Algérie, en raison de l'embellie financière du pays, s'agissant de la dimension technologique, excepté plus au moins la Sonatrach, presque aucun projet de partenariat n'avait de réelle dimension exportatrice. Un très faible

nombre d'entreprises publiques (le privé marginalisé) en partenariat ou non, sont intégrées dans les chaînes de valeurs mondiales où disposent de partenariats orientés export. De plus, les partenariats sont exclusivement orientés vers le marché intérieur<sup>24</sup>, presque la majorité des partenariats conclus entre 2000-2010. Plus de 50% des IDE reçus en Algérie entre 1970-2013 sont orientés au secteur de l'énergie suggérant une contribution limitée à la diversification des exportations<sup>25</sup>.

#### **4. Facteurs de blocage de la diversification de l'économie**

Si l'on part de l'examen de la structure de l'économie algérienne, se posant les questions suivantes : la spécialisation de l'Algérie dans les hydrocarbures ne serait-elle pas un facteur désindustrialisant et répulsif des projets d'investissement productifs ? Quels sont les facteurs qui empêchent la diversification de l'économie algérienne, à rompre avec la traditionnelle spécialisation internationale ? On doit noter que nombreux sont les facteurs qui peuvent constituer obstacles tant à la diversification de l'économie qu'à l'émergence de NSI de Algérie. Ces obstacles sont le plus souvent liés au cadre général de fonctionnement de l'économie, au cadre institutionnel et la gouvernance publique ainsi qu'aux objectifs et stratégies de croissance des entreprises<sup>26</sup>:

**4.1. Absence de bonne gouvernance économique:** l'économie algérienne, et plus particulièrement son industrie, reste en effet prisonnière d'une conception colbertienne où la décision reste fortement centralisée au niveau du pouvoir politique. Entraînant deux grands maux : l'inefficacité opérationnelle due à la lourdeur bureaucratique et la propension à la corruption à cause du manque de transparence dans les processus décisionnels<sup>27</sup>. À cet égard, le conseil national d'investissement est l'expression la plus éclatante du colbertisme algérien en soumettant l'économie au seul bon vouloir du pouvoir politique sans que celui-ci soit tenu comptable de ses décisions.

**4.2. Prédominance de comportements de recherche de la rente chez les acteurs d'accumulation :** à commencer notamment par le privé algérien et le développement en enclaves des multinationales qui bénéficient le plus souvent d'un climat d'affaires qui leur est spécifique où les lieux d'activités sont hautement sécurisés ayant par conséquent comme effets indésirables de gêner l'établissement de liens entre l'industrie et l'économie algérienne.

**4.3. La dépense publique et les symptômes de syndrome hollandais :** il est à noter que la forte politique dépensière menée, ces dernières années, par les pouvoirs publics dans le cadre des différents plans de relance par la demande, dont 90% des dépenses ont été injecté dans les infrastructures et leurs effets par conséquent sur le développement des biens non-échangeables qui, elle, conjuguée entre autres à la structure sectorielle des projets d'investissements, avait sans doute constitué un amalgame consolidant les traits du mal hollandais. La manifestation de ce dernier, se reflétait clairement au niveau de l'indice des prix à l'importation et des exportations. C'est le reste du monde qui a profité de la relance, dans la mesure où l'essentiel des intrants des entreprises étrangères sont importés de leurs pays d'origine, et du ce fait, la hausse de chômage et des prix.

**4.4. Absence d'une stratégie de développement et d'ingénierie nationale :** l'Algérie n'a pas saisi l'importance de son avantage comparatif dans le choix des industries cibles. Elle avait mis en œuvre une stratégie de développement tourné vers l'industrie forte capitalistique et orientée exclusivement vers le marché interne, dont les entreprises sont majoritairement à caractère publique. L'Algérie avait opté pour l'utilisation des techniques de pointe sans pour autant développer une ingénierie industriel national au préalable qui serait capable d'assister, de conseiller l'entreprise dans ses choix technologiques, ni d'adopter la technologie aux conditions endogènes de reproduction et de capitaliser le savoir-faire technologique.

**4.5. Restructuration industrielle mal programmée et absence d'une politique de diversification :** il y a l'absence d'un schéma combinant les différents stades d'industrialisation et d'articulation entre l'industrie de substitution d'importations et l'industrie de substitution d'exportations<sup>28</sup>. En parallèles, à l'échec des politiques de restructuration, de mise à niveau et l'absence de coordination entre le processus de la restructuration et la mise à niveau de secteur industriel, conjugué en sus à l'absence de politique de diversification serait l'un des facteurs importants expliquant la faiblesse de l'investissement dans les secteurs structurants.

**4.6. Ingérence politique et absence d'une véritable politique industrielle :** des ingérences politiques persistent dans la conception et la mise en œuvre de la politique industrielle algérienne. Une situation qui est attribuée fondamentalement au manque de

convergence stratégique, au manque de visibilité et de cohérence dans la démarche des réformes globales n'ayant jamais abordé une manière claire le futur rôle de l'Etat face aux mutations tant internes qu'internationales.

### **5. Perspectives de diversification de l'économie algérienne**

Au-delà cet enjeu-clé pour l'économie algérienne, qui découle des observations précédentes où le développement n'est fondé que sur les ressources naturelles, en défaveur des secteurs productifs, est-il utile aussi de soutenir que l'Algérie, d'après les résultats de tant d'analyses sectorielles sur l'industrie réunit tous les conditions et les atouts pour exceller dans plusieurs secteurs représentant un fort levier de croissance et dynamisant pour l'ensemble de l'économie, en d'autres termes, dans de nouvelles spécialisations industrielles(NSI).

Il s'agit donc en pratique d'identifier un certain nombre de secteurs-cibles porteurs destinés tout à la fois à assurer l'insertion efficace et non subie du pays dans la nouvelle division internationale du travail, tout en permettant la diversification de l'offre locale compétitive. L'objectif est la promotion d'une réelle compétitivité structurelle à partir d'un complexe de politiques industrielles, de maîtrise des savoirs et de R&D appropriées non pas sur la seule base des critères statiques d'allocation des ressources, mais également sur le ciblage des activités stratégiques pour le développement<sup>29</sup>. Le défi pour l'économie algérienne est, dans ce contexte nouveau de la mondialisation, de passer à une politique de l'offre qui, favorisant l'émergence des champions nationaux, doit placer l'entreprise au cœur des politiques économiques<sup>30</sup>. L'enjeu est aujourd'hui se libérer de modèle de croissance basé sur le pétrole et passer à celui basé sur de NSI. L'Algérie, si elle veut diversifier son économie n'aura besoin que d'une stratégie d'entreprises dans le cadre de filières internationalisées.

### **La diversification industrielle : un levier sur lequel agir**

Après l'analyse faite sur l'économie algérienne, en termes de forces et faiblesses que d'opportunités et menaces, il importe de s'interroger sur les secteurs industriels dans lesquels l'Algérie pourrait exceller. Ils sont ainsi deux, les critères sur lesquels on pourrait s'appuyer pour pouvoir déterminer les secteurs cibles<sup>31</sup>: (1) l'attractivité des secteurs (répondant à la demande intérieure, ayant un fort potentiel de génération d'externalités positives/de structuration et permettant de poursuivre son développement export)

et (2) la facilité de développement des secteurs (en termes de possession d'atouts nécessaires à leur développement notamment l'international et ayant une base industriel local). Dès lors, il est plus nécessaire de prioriser les secteurs à développer en Algérie pour assurer de forte valeur ajoutée, de retour à la fois sur l'investissement/capital. A ce titre, il faut souligner la dynamique que connaissent certains secteurs industriels algériens ces dernières années, ce dont le pays pourrait incontestablement faire la différence, et où l'influence du capital étranger commence avoir ses premiers balbutiements.

Parmi ces secteurs potentiels, on cite : les industries mécaniques/automobile, industries d'électronique et électromécanique, pétrochimie, Métallurgie, pharmacie, agro-industriels, logistique et industries créatives, nanotechnologie et industries verte. Elles sont autant d'activités industrielles émergentes et peu développées dans lesquelles l'Algérie présente des avantages comparatifs/compétitifs et un fort potentiel ce dont elle pourrait être attractive et compétitive. En Algérie, l'urgence est plus industrielle, aujourd'hui. Le monde industriel s'est fortement transformé, ces dernières années. La part des biens intermédiaires dans le commerce international est aujourd'hui de plus 60%. Et cette part est encore plus importante dans les échanges pour plusieurs économies (Corée du sud, Turquie...) sur lesquelles, l'Algérie pourrait aussi prendre exemple.

Le développement de ces secteurs pourrait permettre à l'Algérie de passer du stade de simple fournisseur d'hydrocarbures bruts à celui de producteur et d'exportateur de biens transformés et de services d'informations. Mais il doit être bien compris que ne serait-ce possible sans une assistance technique extérieur, entre autres la réunion de certaines conditions. Ainsi, que l'existence d'une véritable volonté politique et institutionnelle et une bonne gouvernance économique suffisent, à travers l'accélération de processus de réformes de structure et la conclusion des partenariats gagnant-gagnant, qui seront conjugués à un milieu des affaires propice aux initiatives créatrices de valeur ajoutée, pouvant être une approche pour développer de telles branches d'activités et promouvoir lesdites potentielles NSI. La poursuite du développement de ces dernières, en les aidant à conquérir les marchés internationaux, sera une véritable opportunité et acquis pour

l'économie algérienne et ce, compte tenu notamment de potentialités et atouts que recèle le pays.

### **Conclusion**

La nécessaire diversification de l'économie algérienne, à peine amorcée et dont les résultats sont encore peu perceptibles et marginales, ne reflétait que sa part dans le commerce international, qui, ne cesse de diminuer et sa croissance économique faible et volatile. Ces contre-performances peuvent être partiellement expliquées par le niveau faible de diversification de système productif/industriel, notamment hors hydrocarbures, algérien. L'objet de ce travail était de soutenir l'idée selon laquelle la sortie de dépendance du pétrole et la diversification des sources de financement de l'Algérie pouvaient se construire dans la diversification industrielle. Plus spécifiquement, nous avons pu mettre en exergue que la question de l'industrialisation de l'Algérie devait être inscrite dans une problématique plus large de développement national et loin de la logique rentière et de dés-encouragements institutionnelles, qui sont souvent loin de favoriser l'émergence d'un nouveau modèle de croissance du pays basé sur de nouvelles spécialisations industrielles(NSI), à forte valeur ajoutée, créatrice de richesses et d'emploi, susceptible de réduire la vulnérabilité extérieure, et de ce fait pouvoir s'insérer efficacement par le haut de la mondialisation.

### **Références bibliographiques**

<sup>1</sup>Ben hammouda.H et autres, d'une diversification spontanée à une diversification organisée Quelles politiques pour diversifier les économies d'Afrique du Nord ?, Revue économique, vol60, 2009, p140 ;

<sup>2</sup> Hirschman.O.A. The strategy of economic development, Yale University Press, New Haven, 1958, p511-515;

<sup>3</sup>Chiha.K et Tigharsi.E, essai d'analyse de la problématique de diversification des exportations hors hydrocarbures, Revue algérienne de mondialisation N°05-2014, p12.

<sup>4</sup>Ben hammouda.H, op.cit, vol60, 2009, p34 et 140 ;

<sup>5</sup> CNES, Rapport de conjoncture économique et sociale, novembre 2015, p26 ;

<sup>6</sup>Guesmia.E, Analyse de la contribution des IDE à l'économie des pays en développement: cas de l'Algérie, mémoire de Magister, Ummto, 2016, p 148 ;

<sup>7</sup>Mebtoul.A, niveau des réserves des changes en 2018, le quotidien le Maghreb du 18/08/2016, p05 ;

<sup>8</sup>Banque d'Algérie, stabilité macroéconomique et financement bancaire de la croissance, Alger, 11/06/2015, p02 ;

- <sup>9</sup> (<http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Algerie-janvier-2016>) (consulté le 02/09/2016);
- <sup>10</sup> Banque mondiale, rapport *Doing Business*, comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises, 11<sup>ème</sup> éd, 2014, p46 ;
- <sup>11</sup> Banque mondiale, Rapport sur la compétitivité en Afrique, *world economic forum*, 2011, p126 ;
- <sup>12</sup> <http://colloquealgerie2012dotcom.filwordpress.com/2012/06/zoubir10.png> (consulté le 04/016/2016)
- <sup>13</sup> [http://www.econostrum.info/Les-indicateurs-economiques-de-l-Algerie\\_a19079.html#ixzz3zgK8Cu0N](http://www.econostrum.info/Les-indicateurs-economiques-de-l-Algerie_a19079.html#ixzz3zgK8Cu0N) ;(consulté le 03/07/2016)
- <sup>14</sup> Mebtoul.A, niveau des réserves des changes en 2018, le quotidien le Maghreb du 18/08/2016, p05 ;
- <sup>15</sup> FMI, *Algeria selected issues*, IMF No.14/342, 2014; p23-34;
- <sup>16</sup> Lamiri.A cité par Lachimi.M.C, nous avons perdu 15 ans et 500 milliards de dollars, publié dans le quotidien Liberté de 08/01/ 2014, p03 ;
- <sup>17</sup> Mebtoul.A, déficit de balance des paiements pour l'Algérie à 30Mds\$ fin 2016, le quotidien Le Maghreb de 30/10/2016, p05 ;
- <sup>18</sup> ONS, l'Algérie en chiffres, N°44, édition 2014, p41 ;
- <sup>19</sup> ONS, activité, emploi et chômage, N°654, 2014, p05 ;
- <sup>20</sup> CNIS, statistiques de commerce extérieur de l'Algérie, rapport 2015, p12, 13
- <sup>21</sup> GUESMIA.E, op.cit, p 219;
- <sup>22</sup> Rebah.A, Économie algérienne, Le développement national contrarié, éd.INAS, Algérie, 2012, p138 ;
- <sup>23</sup> Rebah.A, Les IDE en Algérie ou l'arlésienne, Cité dans le quotidien El watan de 16/01/2016, p5 ;
- <sup>24</sup> GUESMIA.E, idem, P162 et 174 ;
- <sup>25</sup> FMI, *Algeria selected issues*, IMF No.14/342, 2014, p 23-40;
- <sup>26</sup> GUESMIA.E, idem, p 193 ;
- <sup>27</sup> <http://www.liberte-algerie.com/dossier/quelles-reformes-pour-diversifier-leconomie-241047> (03/07/2016).
- <sup>28</sup> BENABDELLAH.Y, Emergence : quels enseignements pour l'Algérie, colloque international, l'Algérie face aux défis de la mondialisation, MSH Alpes Grenoble, février 2011.p58 ;
- <sup>29</sup> Sid Ahmed.A, Algérie : quel développement ? Paradigme du Washington ou paradigme asiatique ?, p.119 ;
- <sup>30</sup> Bouzidi.A, favoriser l'émergence de champions nationaux : clé d'une économie auto-entretenue, le quotidien Liberté de 20/06/2012, p06 ;
- <sup>31</sup> BOUZIDI.A, libérer le potentiel de l'économie algérienne : nouvelle stratégie industrielle, le quotidien El Watan, de 28/02/2007 ;